



22 octobre 2002

Instruction administrative modifiant l'instruction administrative ST/AI/1999/12

Congé pour motif familial, congé de maladie et congé de maternité

Conformément à la section 4.2 de la circulaire du Secrétaire général publiée sous la cote ST/SGB/1997/1, le Secrétaire général adjoint à la gestion modifie comme suit l'instruction administrative ST/AI/1999/12, intitulée « Congé pour motif familial, congé de maladie et congé de maternité ».

La section 2, intitulée « Congé pour motif familial imputé sur le crédit de jours de congé de maladie non certifié », est modifiée par l'ajout d'un nouvel alinéa 2.3 libellé comme suit :

« 2.3 Conformément à la disposition 206.3 d) du Règlement du personnel, les agents engagés au titre de projets d'assistance technique, qui relèvent des dispositions 200 et suivantes du Règlement du personnel, peuvent prendre un maximum de sept jours de congé de maladie non certifié pendant toute période de 12 mois consécutifs de service, au titre du congé pour motif familial afin de faire face à un problème familial, pressant ou à titre de congé de paternité dans le cas de la naissance ou de l'adoption d'un enfant, en suivant à cet effet les procédures définies aux sections 2.1 et 2.2 ci-dessus, selon le cas. »

La section 8.7, régissant les droits autres que le congé annuel pendant le congé de maladie, est remplacée par le texte suivant :

« Incidence du congé de maladie sur les droits autres que le congé annuel »

8.7 Les périodes de congé de maladie à plein traitement ou à demi-traitement n'ont aucune incidence sur la durée de service aux fins des augmentations périodiques de traitement, du congé dans les foyers, de l'indemnité de licenciement et de la prime de rapatriement. Les fonctionnaires qui sont en congé de maladie à demi-traitement après avoir épuisé leur congé de maladie à plein traitement et qui ne peuvent être maintenus à un régime de plein traitement par le recours simultané au congé de maladie à demi-traitement et au congé annuel ou au service à mi-temps perçoivent :

- a) La moitié de leur traitement de base et de l'indemnité de poste, s'il y a lieu;
- b) Le montant intégral des indemnités et prestations suivantes : indemnité pour charges de famille, prime de connaissances linguistiques,



indemnité pour frais d'études, prime de mobilité et de sujétion, allocation-logement et indemnité de non-résident et subvention au titre de l'assurance maladie, selon les cas. Ils ne peuvent percevoir les indemnités et prestations individuelles liées à l'exécution de fonctions dans des circonstances bien définies, telles que l'indemnité de fonctions, le sursalaire ou le sursalaire de nuit. »

La section 12.1, régissant les liens entre le congé de maternité, le congé de maladie et le congé annuel, est remplacée par le texte suivant :

« 12.1 Aucun congé annuel n'est accordé pendant le congé de maternité. Les jours de congé annuel s'accumulent pendant le congé de maternité et sont portés au crédit de la fonctionnaire sur une base mensuelle. »

La présente instruction entre en vigueur le 1er novembre 2002.

Le Secrétaire général adjoint à la gestion
(Signé) Joseph E. **Connor**
